Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Agent Orange Viêt Nam : Okinawa, les preuves s'accumulent

Par André Bouny
Mondialisation.ca, 20 mai 2012
20 mai 2012

Région : Asie
Thème: Crimes contre l'humanité, Guerre USA OTAN

De la vérité engloutie, des pièces manquantes au puzzle remontent en surface. Désormais, les volumes communément acceptés d'Agent Orange déversés sur le Viêt Nam semblent réellement obsolètes.

Okinawa*

Depuis la fin de la Guerre américaine au Viêt Nam (Laos et Cambodge), selon différentes recherches scientifiques au fil du temps, les estimations portant sur le volume d' « Agent Orange » utilisé lors de cette guerre chimique ne cessèrent d'aller crescendo. Ces études avancèrent 42 millions de litres, ensuite 54, ultérieurement 72, puis 84, avant d'évoquer plus ou moins 100...**

En mai 1990, le rapport déposé par l'amiral Zumwalt confirme que de nombreuses utilisations d'herbicides n'étaient pas enregistrées dans l'opération *Ranch Hand*. L'amiral Zumwalt écrit que des unités combattantes, telle Brown Water Navy, ont souvent procédé à des épandages de façon officieuse : « *En tant que commandant des forces navales US au Vietnam, j'étais au courant que l'Agent Orange délivré aux forces alliées était fréquemment utilisé dans des missions non enregistrées* ».

En 2003, à partir d'archives de l'armée étasunienne, le rapport Stellman situe le pic d'utilisation d'Agent Orange durant l'année 1967, tandis que le rapport Zumwalt (rédigé d'après la situation réelle par ce haut responsable intègre) l'établit en 1969.

Entre ces deux rapports, aux Philippines, la fermeture des bases militaires américaines ne releva pas de la volonté des États-Unis, mais d'un refus du Sénat philippin de reconduire le bail en 1992. La décision fut facilitée par l'éruption du Pinatubo qui, un an plus tôt, avait détruit à moitié la base aérienne de Clark et celle de la marine à Subic Bay situées de part et d'autre du volcan. De fait, sans être abandonnées, elles restèrent en l'état, contaminées. La base de Subic Bay comptait 6 000 marins et employait 27 000 Philippins. Les autorités philippines exigèrent des anciens occupants une enquête de qualité environnementale (EQE), pour ce qui allait devenir la zone franche du port de Subic Bay : un vaste projet à destination industrielle et commerciale, financière et touristique comprenant un parc à thèmes pour enfants et générant plus du double d'emplois que la base de l'US Navy. Les résultats de cette étude menée par Clearwater Revival Company furent complètement remis

en cause par Subic Bay Metropolitan Authority, et Environment Baseline Study qui démontrèrent qu'elle n'avait pas été réalisée dans les normes. Elle n'avait pas respecté le quadrillage des aires ni même les profondeurs de prélèvements et les échantillons ne provenaient pas des endroits les plus susceptibles d'être pollués. Elle fournissait des déclarations inexactes et des omissions nuisibles à la crédibilité des résultats. Aucune information sur l'historique des activités menées sur les sites sensibles ne fut livrée. Malgré cela, dans les 47 sites examinés, on retrouva de nombreux poisons se distillant dans les sols, la rivière, le port, la nappe phréatique, et donc dans la chaîne alimentaire. Le site N°24 révélait, entre autres, des composés chimiques accompagnant habituellement les dioxines, ce fantôme de l'Agent Orange. L'Agent Orange était aussi là, nous allons le voir plus loin.

L'année suivante, en 2004, éclatait un scandale en Nouvelle Zélande. Dans la ville de New Plymouth, et son quartier de Paritutu très précisément. Le gouvernement états-unien fit pression sur l'usine Ivon Watkins Dow (IWD) pour obtenir rapidement de grandes quantités de 2,4-D et de 2,4,5-T afin de pourvoir aux gigantesques besoins d'Agent Orange que les grandes compagnies chimiques US ne parvenaient plus à satisfaire. Car à la guerre s'ajoutait la forte demande intérieure de l'agriculture industrielle qui, si elle n'était pas satisfaite, risquait de remettre en cause la production de denrées alimentaires, menaçant du même coup de stimuler l'inflation, donc d'augmenter le mécontentement et la contestation du peuple américain. Mue par la même avidité que ses consœurs états-uniennes, IWD obtint l'exclusivité de la licence en Nouvelle-Zélande et demanda à ses responsables d'observer un mutisme absolu sur cette fabrication aussi soudaine qu'effrénée. Par souci de discrétion, IWD expédiait sa production au Mexique. De là, elle était acheminée vers les Philippines et livrée à la base navale de Subic Bay, pour ensuite rejoindre le Viêt Nam. Quand la pression des scientifiques et de l'opinion publique internationale obligea les USA à stopper l'utilisation de l'Agent Orange au Viêt Nam, IWD se retrouva avec un stock considérable sur les bras : des dizaines de milliers de gallons. L'entreprise acheta alors une ferme de 100 ha jouxtant son usine (qui en faisait 29), et y enfouit clandestinement ces surplus, son personnel étant plus que jamais tenu au secret. Plus tard, les habitants trouvèrent régulièrement des poissons morts, (surtout l'anguille qui vit sur les fonds), jusqu'à ce qu'il soit nécessaire d'organiser leur ramassage en grande quantité. En septembre 2004, le ministère de la Santé révéla des taux élevés de dioxine dans le sang des habitants de Paritutu. Le 11 janvier 2005, le *New Zealand Herald* publia un communiqué du ministère de la Défense confirmant les craintes de la population, avant qu'un ancien haut responsable d'IWD ne confesse ces enfouissements massifs d'Agent Orange. L'étendue de la contamination souterraine de la ville par la dioxine s'avéra considérable. Ainsi, les vétérans néo-zélandais du Viêt Nam, eux aussi victimes, subiront une mystification supplémentaire de la part de leur gouvernement.

Puis, en 2011, c'est au tour de la Corée du Sud. Un ancien combattant US a déclaré avoir participé en 1963-64 à l'enfouissement de « produits chimiques » à Camp Mercer, situé à Bucheron, près de la capitale sud-coréenne. Au mois de mai, deux vétérans états-uniens révélèrent que l'*US Army* avait enterré, en 1978, un reliquat d'Agent Orange (environ 50 000 litres) dans la base militaire US de Camp Carroll, à Chilgok, situé à 300 km au sud-est de Séoul. Malade, le vétéran Phil Steward fait une demande auprès du département des Anciens Combattants (VA) en 2005. Puis il entre en contact avec d'autres soldats américains ayant servi en Corée au cours des années 1960 et 70, tous ayant une expérience de l'utilisation de l'Agent Orange. « *L'Agent Orange n'a pas seulement été utilisé sur la DMZ, il a été pulvérisé à travers un large éventail de zones de Corée du Sud. On nous a dit que c'était tout à fait sécuritaire et que cela était nullement nocif. Vous pouvez le boire, vous*

pouvez vous brosser les dents avec, vous pouvez vous baigner dedans qu'il ne se passera rien. C'étaient des mensonges« , dit Steward. Il était en Corée avec Steve House, un autre vétéran américain qui a été le premier à révéler que l'Agent Orange avait fait l'objet de stockage à Camp Carroll, puis d'enfouissement : « *À compter de Février 1978, nous avons reçu l'ordre de creuser des tranchées dans la zone D du camp Carroll et d'enterrer des centaines de barils d'Agent Orange. Plus tard, tous les légumes cultivés le long des crêtes avoisinantes se consumaient, il y avait des dizaines de lapins et d'oiseaux morts…* » House indique : « *les barils portaient l'étiquette « composé Orange, Vietnam ». Rouillés, les barils fuyaient et me provoquèrent, comme et mes compagnons, des éruptions cutanées douloureuses et une grosse toux.* » House, qui a servi comme opérateur d'engins de travaux à Camp Carroll pendant un an, a ajouté que s'il pouvait se rendre sur place : « *probablement je localiserais les lieux exacts…* » Comme preuve, il a présenté une photo d'une des tranchées creusée à l'arrière de la base militaire américaine en 1978. House et Steward souffrent de diabète, de neuropathie périphérique, de glaucome, de chloracné et autres maladies connues pour être causées par l'Agent Orange : « *Je n'ai plus beaucoup de temps… C'est à vous de prendre la relève, afin que nous puissions obtenir des réponses pour les peuples coréen et américain qui ont été exposés à ce genre de chose* », dit House devant la Chambre en essuyant ses larmes. « *Déni, déni… jusqu'à ce qu'on soit tous morts* » est un slogan des vétérans. Au printemps 2011, une enquête épidémiologique menée auprès des habitants de Chilgok montre une mortalité due aux cancers et maladies neurologiques élevée.

Aujourd'hui, c'est l'île d'Okinawa, située au sud du Japon, qui est visée. En réalité, cette île sous contrôle US depuis le traité de San Francisco, en 1952, fut le refuge de bases militaires étasuniennes ayant servi au stockage d'armes non conventionnelles, avant que son contrôle revienne au japonais en 1972. Dix ans plus tôt, l'US Air Force y effectua des essais d'armes biologiques sur des cultures de riz. En 1963, les navires étasuniens livrèrent 12 000 tonnes d'armes biochimiques. Mais, 6 ans plus tard, sur la base de Kadena Air Force, une fuite de gaz neurotoxique oblige l'hospitalisation de 23 membres des forces armées étasuniennes. En 1971, l'opération *Red Hat* transfère ces stocks sur l'île Johnston, perdue au beau milieu de l'océan Pacifique. 1998, des vétérans étasuniens d'Okinawa souffrant de pathologies liées à l'exposition de l'Agent Orange demanderont la prise en charge de leurs soins et des compensations au département des Anciens combattants (VA). Demandes rejetées : le gouvernement des États-Unis disant qu'il n'y a jamais eu d'Agent Orange à Okinawa. En juillet 2004, le général Richard Myers, chef d'état-major, déclare qu' « *aucun dossier contient la moindre information reliant l'utilisation ou le stockage de l'Agent Orange ou autre herbicide à Okinawa* ». Cependant, en 2009, preuve est apportée à VA que l'opération *Red Hat* a bien transféré depuis Okinawa de l'Agent Orange vers l'île Johnston. *The Japan Times* révèlera les témoignages précis d'une trentaine de vétérans étasuniens ayant déchargé des containers cerclé d'une bande orange dans les années 60 jusqu'au début des années 70, comme de ceux qui ont assisté aux pulvérisations sur les côtes et le long des routes d'Okinawa. Récemment, un employé des services VA montre des documents prouvant que les États-Unis ont menés des tests ultrasecrets d'Agent Orange sur cette île en 1962, ceci dans le cadre du programme « Agile » développant des techniques de guerre non conventionnelles, faits confirmés plus tard par un ancien haut fonctionnaire étasunien. Une employée de VA, Michelle Gatz, est parvenue (dans le cadre du *Freedom of Information Act*, FOIA) à mettre la main sur des documents (comprenant entre autre le journal de bord d'un navire), ordres de déploiement de l'armée et dossiers gouvernementaux. Le journal de bord du navire révèle des bons de transports « classifiés ». Ce navire de la marine marchande est le « *SS Schuyler Bland Otis* ».

Navire marchand *SS Schuyler Bland Otis*

Le journal de bord stipule qu'il effectuait le transport de marchandises classifiées entre les USA et Okinawa, et qu'il y était déchargé sous le contrôle de gardes armés à White Beach (port de l'US Navy sur la côte Est de l'île), notamment le 25 avril 1962. Ce navire de propriété civile, régulièrement employé par l'US Navy pour le transport de défoliants incognito, était en mesure de contourner les contrôles douaniers des navires militaires dans les ports étrangers. Avant d'arriver à Okinawa, le cargo avait navigué au Viêt Nam du Sud pour une des premières livraisons de défoliants par le Pentagone. Gatz découvrira que le 267ème peloton de service chimique, jusque-là stationné en Alaska, à été réactivé en 1962 et transféré à Okinawa de façon inexpliquée. En septembre 2011, un haut responsable américain en retraite (souhaitant garder l'anonymat) brise l'omerta et affirme à *The Times* que le Pentagone avait testé des défoliants dans les jungles du Nord de l'île d'Okinawa, à proximité des villages de Kunigami et Higashi. Ce fonctionnaire déclare qu'Okinawa avait été choisi pour ces expériences en raison des similitudes de sa végétation avec celle du Viêt Nam et l'absence de règles de sécurité strictes qui avaient entravé ces essais potentiellement dangereux ailleurs. Maintenant il semble difficile à VA de repousser les 132 demandes récentes (qui ne sont que la pointe de l'iceberg) de vétérans d'Okinawa atteints de pathologies gravissimes, tout comme leur progéniture, en lien avec l'Agent Orange. L'utilisation expérimentale de l'Agent Orange à Okinawa et son stockage clandestin pour la guerre du Viêt Nam ne fait plus guère de doute. Okinawa viendra s'ajouter à la centaine de lieux répertoriés dans le monde où furent fabriqués, expérimentés, stockés, et utilisés les défoliants de la guerre du Viêt Nam.

Pour approvisionner la guerre chimique au Viêt Nam, une véritable ceinture d'entrepôts clandestins d'Agent Orange se dessine sur le Pacifique, du sud au nord, sites de production et de stockages n'apparaissant nulle part dans les archives.

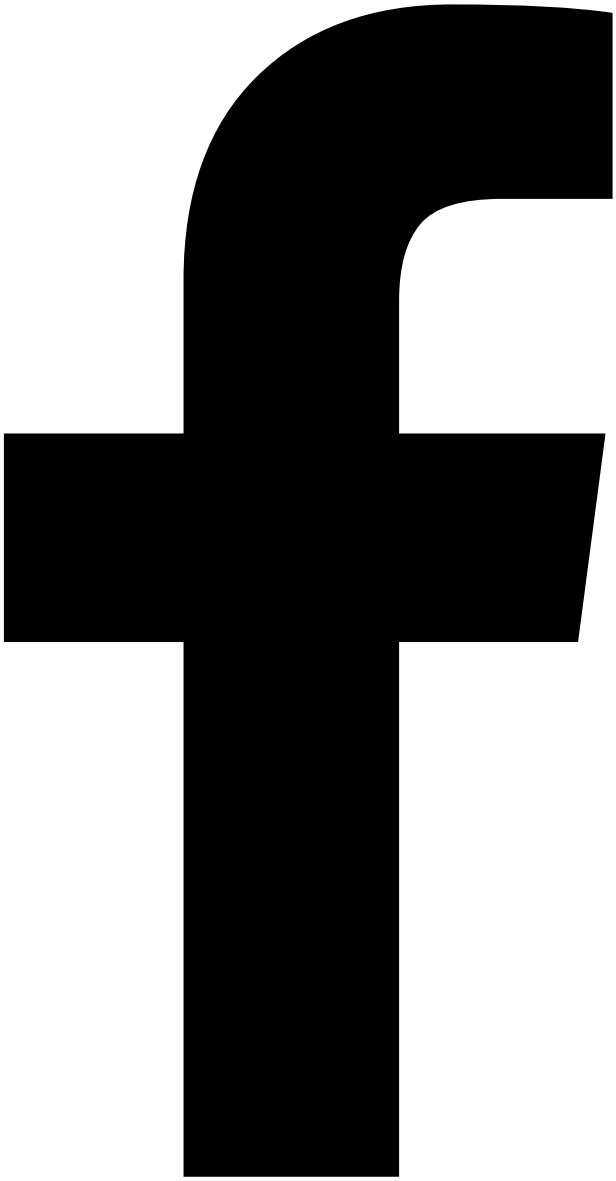
André Bouny

*Livre : « The U.S. Forces in Okinawa as Grasped by FOIA » de Hiromichi UMEBAYASHI (membre japonais du ***CIS***), février 1994.

**Dans mon ouvrage « Agent Orange – Apocalypse Viêt Nam », je l'estime à 350 millions de litres.

André Bouny, constitue et conduit le ***C****omité* ***I****nternational de* ***S****outien aux victimes vietnamiennes de l'Agent Orange* (***CIS***); fondateur de *D.E.F.I. Viêt Nam* ; auteur de *Agent Orange – Apocalypse Viêt Nam*, Éditions Demi-Lune, Paris 2010.

http://www.editionsdemilune.com/agent-orange-apocalypse-viet-nam-p-33.html



La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © André Bouny, Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : André Bouny

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca